

# Lutte de classe

## Travailleurs du secteur public et privé : tous contre le gouvernement et le capitalisme, pour le socialisme.

Réponse à un ex-camarade de la LCR partie prenant du NPA.

Tu écris : « *un tout petit détail mais tout de même... les employés, profs, bas-fonctionnaires des services de moins en moins publics, caf, La Poste, etc. etc... qui sont la base sociale du POI ne sont PAS de la petite-bourgeoisie mais des prolétaires : ils ne possèdent rien que leur force de travail. La classe ouvrière, ce n'est pas seulement les gars en bleu. »*

Je sais parfaitement aussi qu'un chercheur du CNRS, par exemple, fait partie de la classe des exploités. Col blanc, gris ou bleu, on appartient tous à la même classe, mais on n'a pas forcément le même statut dans l'organisation de la société telle qu'elle est, par conséquent, on n'abordera pas forcément la réalité et la situation sociale ou politique de la même manière, voilà ce que je voulais dire et que j'explique ici. Il ne faut pas confondre non plus faire partie d'une classe et adopter le comportement ou l'état d'esprit passagèrement ou de façon durable d'une autre classe, sinon on prend le risque de tout confondre.

J'avais quelques citations sous le coude que je réservais à un autre emploi, mais puisque nous abordons un sujet qui traite finalement de la même question sous un angle légèrement différent, je vais les recopier ici pour planter le décor.

Elles ne sont guère flatteuses pour le prolétariat, j'en partage entièrement le contenu avec leurs auteurs, mais comme il s'agit d'une question particulièrement sensible qui pourrait interpeller violemment les âmes sensibles, je préfère donc que ces choses-là soient dites par d'autres ; vous pouvez me calomnier autant que vous voulez je m'en tape complètement, mais je pense que vous hésitez à deux fois avant de déverser votre haine sur Marx, Engels ou Lénine... mais on ne sait jamais de nos jours ! Les intéressés se reconnaîtront.

Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 :

« *En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique. »*

Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parlait des « *pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient* ».

Engels dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882),

« *Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »*

Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* :

« *Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les*

*gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. »*

On n'est pas forcément corrompu par l'argent, parfois un statut particulier avec les avantages attenants remplit le même rôle. Maintenant abordons tranquillement notre sujet.

Les fonctionnaires ne sont pas des petits bourgeois à proprement parlé de par leur position sociale, ils n'ont pas les moyens de satisfaire leurs besoins par leurs propres moyens, ils ne sont pas possesseurs de leurs outils de travail, mais ils se comportent comme tels, on pourrait dire naturellement, et ce n'est pas un détail mais l'inverse, dans la mesure ils bénéficient d'un avantage exceptionnel sur le reste des exploités : la garantie de l'emploi et bien d'autres avantages, dont le droit de grève, qui en réalité est reconnu mais ne peut pas être exercé par les salariés qui travaillent dans des TPE ou PME qui constituent la majorité de ce qu'ils appellent les actifs, on pourrait même ajouter que dans la plupart des entreprises moyennes, faire grève présente un risque et peut être synonyme de fin de carrière, dans la mesure où l'on est poussé à démissionner à terme avant tous les autres, à moins d'être tout simplement viré.

J'ai cru comprendre d'après ce que tu m'as expliqué que tu ne tenais pas à ce que ton patron sache que tu militais parce que s'il l'apprenait il se séparerait de toi, je me trompe ?

Si tu avais le même statut qu'un fonctionnaire, j'ai cru comprendre que tu t'en porterais beaucoup mieux en ce moment. Cela démontre qu'un fonctionnaire ne pensera pas comme un exploité du secteur privé, qu'il n'aura pas les mêmes préoccupations que toi, qu'il n'appréhendera pas les rapports sociaux et les problèmes qui y sont liés de la même manière qu'on le veuille ou non. Je ne vois pas pourquoi dire les choses simplement serait forcément péjoratif ou une insulte envers les fonctionnaires que je respecte évidemment.

Un fonctionnaire qui rentre chez lui le vendredi soir va penser à ce qu'il va faire ce week-end, etc. toi, tu te demanderas angoissé si tu ne seras pas foutu dehors lundi par exemple. Lui il ne pensera qu'à améliorer sa situation dans le cadre du régime existant, alors que pour toi les choses se présenteront tout autrement, la question que tu auras à affronter ne sera pas une question accessoire, mais vitale pour toi et ta famille, tes gosses, de survie, leur sort et le tien seraient gravement menacés si tu perdais ton boulot dans la situation actuelle, il y a fort à parier que tu te retrouverais plongé dans une misère noire. Attention, je ne prétends pas que le fonctionnaire n'a pas de problèmes, par exemple de logement ou avec l'école de ses enfants, qu'il percevrait un salaire supérieur, c'est très souvent l'inverse qui est vrai et je le sais parfaitement.

Je fais la part des choses, les rapports sociaux sont exactement les mêmes, que l'on travaille pour l'Etat patron capitaliste ou pour un patron privé capitaliste, mais ils ne se présentent pas de la même manière aux intéressés, c'est sous cet angle-là que j'avais abordé cette question car cela n'est pas sans conséquence sur le plan pratique pour nous.

On peut préciser que le fonctionnaire n'est pas confronté directement à l'exploitation, il n'est pas face à un patron, mais à un cadre fonctionnaire au service de l'Etat comme lui, Etat se présentant et étant considéré non pas comme un organisme fondamentalement au service d'une classe, mais au service de l'ensemble de la société, pour le fonctionnaire, l'Etat est ainsi sensé se situer au-dessus des classes, alors que la réalité est toute autre. Dis-moi au passage combien de fonctionnaires en ont conscience, un sur cent mille ? Pour le fonctionnaire, la notion de patron est forcément quelque chose d'abstrait, alors que dire des rapports sociaux d'exploitation capitalistes tels qu'ils se présentent à lui. La notion de classe est brouillée pour le fonctionnaire, qu'il soit de catégorie A, B ou C, c'est un fonctionnaire, alors que dans une entreprise privée on ne peut pas en dire autant de l'ouvrier, d'un ingénieur ou d'un cadre d'un côté, et du patron ou des actionnaires de l'autre, l'appartenance à des classes sociales antinomiques et distinctes sautera aux yeux de l'ouvrier pour peu qu'ils les ouvrent, dans le cas contraire, la dure réalité de l'exploitation capitaliste s'en chargera un jour ou l'autre.

De plus, un travailleur du privé est placé sans cesse en concurrence avec un autre travailleur, on ne lui demande pas simplement d'exécuter une tâche, mais d'être productif, d'être compétitif, de maintenir un certain niveau de productivité, mieux de l'augmenter pour que son patron réalise plus de profit, il travaille pour dégager suffisamment de plus-value pour que son patron et les actionnaires s'enrichissent, alors que l'agent de la fonction publique, par définition, sera guidé par le seul objectif de remplir une mission pour le compte des citoyens, ce qui n'est pas du tout la même chose. Pour le travailleur du privé, la dualité capital

travail s'impose à lui quotidiennement dans toute sa brutalité, qu'il refuse d'obéir à un ordre et il est immédiatement sanctionné, s'il n'est pas viré, ce qui ne sera pas le cas du fonctionnaire qui encourra au maximum une sanction (au pire une mutation arbitraire, mais c'est l'exception).

Je pense que tu saisis facilement la différence, mais un exemple sera plus parlant encore. Prenons la distribution du courrier. A La Poste, chaque matin chaque facteur reçoit la tournée qu'il a à effectuer, disons avant 12h. S'il n'a pas terminé à 12h et qu'il termine à 13h, ce n'est pas bien grave, par contre dans une boîte privée on lui demandera des comptes, à La Poste aussi j'imagine, mais cela sera sans conséquences majeures, alors que dans la boîte privée, en cas de récidive il pourra tout simplement être viré. Je me suis fait virer un nombre de fois incalculable dans des boîtes privées pour avoir seulement osé tenir tête à mon patron, une telle situation est impossible pour un fonctionnaire.

Tu n'as pas pu y penser et c'est normal, mais imagine un instant que j'aurais été fonctionnaire, ma vie aurait été totalement différente, je vivrais sans doute toujours avec mon ex-épouse que j'adorais, nous sommes d'ailleurs restés très longtemps les meilleurs amis du monde, je ne serais certainement jamais parti vivre en Inde, tout simplement parce que je n'aurais jamais été viré, alors qu'en bossant dans le privé, j'ai été viré ou poussé à démissionner une multitude de fois, à chaque fois à cause des idées que je défendais, je n'ai jamais été viré une seule fois pour raison professionnelle.

Que l'on se comprenne bien, je ne fais pas de procès d'intention aux fonctionnaires, je ne les envie pas particulièrement. Quelque part je préfère encore ma vie, car j'ai accumulé une somme d'expériences en bossant dans plus de 45 boîtes qu'aucun fonctionnaire n'aura jamais et qui m'est fort utile pour mon travail militant. Sans doute que si je n'avais pas travaillé dans toutes sortes d'entreprises, de deux à plusieurs milliers d'employés (le Gan par exemple), françaises et étrangères (américaine, suisse, japonaise), dans des secteurs d'activité très variés, à tous les échelons, d'OS à cadre supérieur, j'ai été ouvrier, employé, technicien, cadre, directeur, j'ai même été commerçant et en étant prof au lycée français de Pondichéry, je n'ai pas été fonctionnaire mais tout comme, en tout cas en contact étroit avec des fonctionnaires puisque nous faisons le même boulot dans le même établissement, j'ai aussi expérimenté toutes sortes de contrats de travail, apprentissage, CDD, CDI, intérim, sans cette expérience je n'aurais peut-être jamais pu avoir une vision globale du prolétariat, que je ne prétends pas parfaite évidemment. Donc je ne regrette absolument pas mon parcours professionnel.

J'ai apporté cette précision pour qu'on ne pense pas non plus que je serais envieux, jaloux ou je ne sais quoi. Bien au contraire, je n'envie pas le pauvre type qui n'a jamais connu autre chose que son usine ou son bureau ou pour lequel le monde s'est arrêté un jour au bout de sa rue, j'ai aussi déménagé une bonne trentaine de fois. Je ne sais pas si la prochaine et dernière étape sera Pondichéry ou Aubagne où vit mon épouse Magueswary, peu importe.

Un fonctionnaire bénéficie (encore) d'un statut protégé, un salarié du privé n'a qu'un statut précaire qui ne le protège pas contre les aléas de la conjoncture économique ou de la vie tout bonnement.

De plus, les fonctionnaires dans leur immense majorité ne produisent rien, ils fournissent un service à la population, d'où le fait que l'on dit qu'ils remplissent une mission et non qu'ils occupent une fonction dans le processus de production.

Tu n'as peut-être jamais travaillé dans un organisme public, je peux te relater ma courte expérience. Lorsque j'ai été embauché au lycée français de Pondichéry, le proviseur m'a parlé de la *mission* qu'il me confiait, non pas dans le sens où on l'entend dans une boîte d'intérim où c'est l'aspect quantitatif qui prime, la durée qui est ainsi définie, mais uniquement sur le plan de la nature du travail à effectuer. Cela explique aussi que l'on parle d'agents et non de travailleurs ou de salariés pour définir ceux qui ont le statut de fonctionnaire.

Maintenant, il est vrai que dans leur mode de vie rien ne distingue un ouvrier de chez Renault d'un facteur de La Poste, sur ce plan, il n'y a pas de différences entre un ouvrier ou un facteur qui perçoit un salaire de merde de 1200 euros par mois, ni l'un ni l'autre ne s'enrichira par son travail, ils font bien partie de la même classe, d'ailleurs je n'ai jamais prétendu le contraire ou je me suis mal exprimé, ni l'un ni l'autre n'est propriétaire de son outil de travail, et dans la vie quotidienne ils rencontrent les mêmes difficultés je le répète. Mais quand je parle de la situation des fonctionnaires par rapport aux salariés du privé, je prends en compte la totalité des éléments qui la constitue, je ne m'arrête pas à leurs conditions matérielles d'existence, à l'aspect visible ou palpable de leur situation.

Comparer la situation du fonctionnaire et d'un salarié du secteur privé en se limitant à leurs revenus est plutôt réducteur et ne permet pas d'analyser précisément qu'est-ce qui détermine leur réaction face à la situation sociale et politique, donc cela ne permet pas de comprendre qu'est-ce qui détermine leur mobilisation ou non, et au-delà leur état d'esprit en général ou du moment. En bon matérialiste que je crois être, j'aurais tendance à dire qu'il faut partir des conditions matérielles pour essayer de comprendre la suite, or dans la condition matérielle du fonctionnaire, il n'y a pas que le salaire, il y a le statut qui déterminera en partie son mode de pensée. Ce sont bien les rapports sociaux qui sont à la base ou qui déterminent tous les autres rapports, jusque là je ne pense pas m'être fourvoyé.

Il y a plus perverse encore, notamment dans l'approche des partis ouvriers envers la fonction publique et le capitalisme d'Etat.

Il est admis que les fonctionnaires n'ont pas pour objectif de dégager du profit, qu'ils ont seulement une mission à remplir, que c'est uniquement la notion de service envers l'ensemble des citoyens qui motive leur travail et le justifie. Pour un peu si on les écoutait, l'Etat remplirait une fonction caritative ou humanitaire et ces agents ne seraient pas astreints aux lois du capital. Or c'est totalement faux, c'est oublier au passage la nature sociale de l'Etat et son lien permanent avec l'ensemble du capitalisme. Il serait plus juste d'affirmer que les fonctionnaires ne sont pas au service des citoyens, mais bien du capitalisme, comme l'ensemble des travailleurs intellectuels ou manuels.

L'Etat qui les emploie entretient des relations avec des banques, des institutions financières, une multitude d'entreprises, aucune n'existe pour la gloire ou pour le bien-être de la population, mais uniquement pour réaliser (accumuler) du profit. C'est la première chose.

La seconde, lorsque l'Etat sort de l'argent pour régler une facture ou un salaire, il faut se poser une question : d'où vient-il ? Il est le produit de quoi cet argent, il n'est pas tombé du ciel. Il provient uniquement de la plus-value extorquée aux travailleurs sous la forme des impôts directs ou indirects qu'il a collectés. Le budget de l'Etat, qu'est-ce que c'est sinon une partie de la plus-value extorquée à l'ensemble des travailleurs du pays (et d'autres), y compris et surtout l'impôt sur les bénéfices des entreprises, la taxe professionnelle, etc. Donc les travailleurs de l'Etat sont bien soumis aux mêmes rapports sociaux que le reste du prolétariat, qu'ils s'en aperçoivent ou non n'y changeant absolument rien. Bien entendu, un fonctionnaire sur cent mille ou plus en aura conscience répétons-le. Un syndicaliste dans la fonction publique devrait se faire un devoir de leur expliquer ces choses-là. Combien le font-ils ? Tu connais aussi bien que moi la réponse.

En réduisant le fonctionnaire à un simple missionnaire au service d'un organisme placé au-dessus des classes, les dirigeants syndicaux qui se sont succédés depuis 1945, sont coupables d'avoir divisé volontairement le prolétariat pour permettre à la bourgeoisie de conserver le pouvoir.

Je me suis livré à cette démonstration afin de lever toute ambiguïté sur ce sujet entre nous, car je n'ai jamais pensé autrement. J'ai toujours considéré que les fonctionnaires étaient aussi exploités que n'importe quel travailleur de ce pays. Va dire à un prof qu'il est exploité, cela ne se voit pas à l'œil nu, je suis sûr que la plupart te demanderont où tu as vu jouer cela et te prendront pour un farfelu, et pourtant c'est bien la réalité.

Maintenant que le statut des fonctionnaires soit menacé, que des pans entiers peuvent se retrouver du jour au lendemain dans la même situation que les travailleurs du secteur privé, je n'en ai pas parlé plutôt pour ne pas alourdir ma démonstration, mais je le sais parfaitement aussi, j'ai bien à l'esprit que bon nombre de cantines scolaires ont été privatisées, par exemple.

Notre sujet était les fonctionnaires en poste et pas autre chose. On aurait pu également dire que leur conjoint ou des membres de leur famille travaillaient dans le privé et qu'ils savaient pertinemment tout ce que j'explique ici, je n'en suis malheureusement pas du tout convaincu, je pencherais plutôt pour le contraire. Chaque individu pense en fonction de ce qu'il vit individuellement, sauf à prêter à chaque individu une conscience collective, or à ma connaissance il ne peut s'agir que d'exceptions, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui, non ?

J'ai voulu exposer simplement les conditions objectives qui conduisent en général les fonctionnaires à aborder subjectivement la réalité différemment des salariés du privé.

Je vais te raconter un passage de ma vie qui confirme ce que je viens d'écrire.

Je ne cache à personne que j'ai cessé de militer dans une structure organisée en 1981 et que je me suis remis à militer après le 11 septembre 2001, ce qui ne m'a pas empêché à première vue de conserver intactes mes convictions politiques, je pense en avoir donné suffisamment la preuve depuis quelques années déjà.

Bien que j'étais un activiste enragé quand je militais à l'OCI, lorsque j'ai quitté cette organisation pour des raisons strictement personnelles (un chantage au divorce), du jour au lendemain je n'y ai plus pensé, comme si elle n'avait jamais existé, comme si toutes ces années de militantismes intenses n'avaient jamais compté dans ma vie. Extraordinaire, incroyable, comment cela a-t-il pu être possible ?

Je n'y ai réfléchi qu'en 2001 et les années suivantes. Au départ je me suis dit qu'ayant été traité de capitulard, de petit bourgeois et j'en passe, je n'avais pas envie de trimbaler derrière moi comme des casseroles ces qualificatifs peu flatteurs, et qu'il avait été préférable de tout oublier en bloc. Mais comme toujours, je ne me suis pas satisfait d'une explication aussi simple, donc à intervalles réguliers je me suis reposé la même question pour voir si je ne trouvais pas d'autres réponses plus satisfaisantes à lui apporter.

Dernièrement, cela date de quelques semaines, donc c'est encore tout frais dans ma tête pour te le raconter, j'ai trouvé une autre explication qui complète et confirme la première à la fois.

Pendant les années qui ont suivi ma démission de l'OCI, avec mon ex-épouse, nous avions deux salaires, elle bossait dans une caisse de retraite (IRP-VRP) comme sténodactylo et ne risquait pas de perdre son boulot avant longtemps, elle avait un salaire médiocre mais par 13,5, plus l'ancienneté, des avantages intéressants avec le CE, de mon côté, j'étais technicien chez U-Bix (Konica), j'étais destiné à y rester jusqu'à la retraite aussi, j'étais payé au-dessus du SMIC qui plus est par 14, plus le CE et pas mal d'avantages également, de plus nous venions d'obtenir un appartement 3 pièces tout neuf de 75m<sup>2</sup> en HLM pour un loyer assez modeste.

Bref, nous avions largement de quoi vivre correctement, nous payer des voyages à moindre frais et partir aux sports d'hiver chaque année à moindre frais grâce aux CE, on allait au resto et au cinéma plusieurs fois par semaine, et la cerise sur le gâteau, on bossait relativement peu par rapport aux autres salariés ; on était tous les deux à FO, en cumulant mes mandats, je ne devais pas bosser plus de 10 jours par mois, mon ex-épouse davantage, disons 30 heures par semaine maximum, et comme son bureau était à 10 minutes à pied de chez nous, elle rentrait très tôt à la maison, sa mère s'occupait de notre fille ce qui nous coûtait rien, pour ne rien oublier, comme je disposais d'une voiture de service en tant que technicien SAV, nous n'utilisions pratiquement pas notre bagnole, c'était même U-Bix qui payait l'essence et l'huile ! (je me suis toujours arrangé pour voler mes patrons, un principe, même bien avant d'acquiescer une conscience de classe.)

Donc pour nous la vie n'était pas franchement insupportable, loin de là. On était jeunes et relativement heureux, on avait l'impression de manquer de rien, le syndicalisme nous servait uniquement à améliorer notre gagne pain ou obtenir des avantages en plus par le biais du CE, alors pourquoi on se serait posé davantage de questions, pourquoi on aurait été se triturer le cerveau avec des questions politiques, surtout qu'on n'avait pas gardé un souvenir impérissable de nos années de militantisme, mon ex-épouse était passée aussi par l'OCI après être passée par le PCF.

On économisait, on avait toujours plusieurs dizaines de milliers de francs sur notre compte bancaire, quand on avait besoin d'acheter quelque chose d'une valeur de quelques milliers de francs, on réglait cash systématiquement, notre appart était agréable et l'on partait en Bretagne dès qu'il y avait un pont ou seulement trois jours de congés, la belle vie pour de simples ouvriers, y compris par rapport à nos parents, son père travaillait à la chaîne chez Bic et le mien était menuisier en bâtiment, sa mère faisait des ménages tandis que la mienne était handicapée du dos et ne travaillait pas.

Si à cette époque on avait été abordé par des militants, on les aurait envoyés chier ou on ne leur aurait pas répondu, on avait suffisamment de quoi vivre correctement et on n'avait plus qu'à attendre la retraite tranquillement, comme des fonctionnaires ou des ouvriers de grandes entreprises, alors dis-moi pourquoi on aurait dû se compliquer la vie ? Ah pour sûr, on était des petits bourgeois dans nos têtes mais aussi dans notre mode de vie. Il faut dire les choses en face : nous étions des privilégiés, des nantis par rapport à bien d'autres familles ouvrières, en France j'entends, je ne parle même pas du prolétariat mondial dont tout le

monde se fout bien en réalité, je le dis en passant, mais je le pense. Cela aussi j'en ai parfaitement conscience.

Tu comprendras mieux pourquoi maintenant je n'ai pas eu de difficulté à comprendre tout le mal qui résultait de l'amélioration progressif de la condition ouvrière, parce qu'elle devait naturellement nous conduire à nous écarter de l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui était d'abattre le capital. Oui, d'une certaine manière il nous a corrompu, il a acheté notre neutralité, pendant toutes ces longues années nous n'avons participé à aucun combat de classe, on n'y pensait même plus, on ne se sentait pas ou plus concernés, c'est triste à dire mais c'est la vérité. On ne pensait qu'à notre petit confort individuel.

Voilà pourquoi dorénavant j'insiste tellement sur la nécessité de lier chaque revendication à la nécessité d'en finir avec le régime, avec le capitalisme. Je n'ose pas dire tout ce que je pense ici, je suis certain que 99 militants sur 100 ne le comprendraient pas. Par contre je n'ai pas pu m'empêcher de me réjouir ouvertement de la crise actuelle du capitalisme, car je sais que sans une crise avec ses terribles conséquences, la classe ouvrière ne parviendra jamais au pouvoir, on n'avancera jamais vers le socialisme, c'est la raison pour laquelle j'ai été obligé de dire ce que je pensais, je n'ai pas agi là en provocateur. Sans cette crise, les gens qui sont dans la situation que je viens de décrire ne bougeront jamais leur cul, ils feront exactement comme moi et mon ex-épouse.

Finalement ce que j'ai voulu expliquer à propos des fonctionnaires, mais cela concerne aussi l'aristocratie ouvrière, les salariés des grandes entreprises, c'est que les conditions objectives qu'ils connaissent ne sont pas particulièrement propices à en faire des révolutionnaires mais bien plutôt l'inverse, tout comme les petits patrons qui se dressent pour obtenir des subventions ou des aides de l'Etat ou de l'UE, et qui dès qu'ils les ont obtenues, on n'entend plus parler d'eux, ils voteront en majorité pour Sarkozy ou Bayrou ou encore le candidat du PS en 2012, ce qui revient au même. J'entends aussi longtemps que la crise ne les frappera pas violemment eux-mêmes. L'être humain est ainsi fait et le demeurera temps qu'il n'aura pas acquis une conscience politique de classe, il n'y aura pas de miracles, donc partons de ce qui est au lieu de prendre nos désirs pour la réalité.

Les statuts des fonctionnaires tendent à en faire des petits bourgeois, ils sont dans une situation où ils peuvent toujours attendre ou espérer quelque chose du capitalisme ou de l'Etat, simple constat, qu'on peut nier ou rejeter, mais qu'on me dise en quoi cela fait avancer les choses.

Il y a une question que l'on n'a pas encore abordé mais qui coule de source. Il est évident que tous les fonctionnaires ne sont pas logés à la même enseigne, et ce facteur va prendre de plus en plus d'importance au fur et à mesure que la crise s'amplifie (je ne parle pas de Besancenot évidemment !). On ne comparera pas un fonctionnaire qui perçoit un salaire proche du SMIC avec un fonctionnaire qui perçoit le double ou beaucoup plus. Le premier va se retrouver confronté avec des problèmes économiques graves, tandis que le second aura encore de quoi voir venir, même si son conjoint perdait son boulot, alors que le premier serait dans une sacrée merde.

D'après toi, pourquoi Sarkozy et Fillon insistent-ils autant sur la nécessité de maintenir la suppression de 30.000 postes dans la fonction publique tout en promettant qu'ils allaient augmenter les rémunérations des fonctionnaires ? Parce qu'ils savent que c'est là que le bas blesse, la faiblesse ou la faille dans leur politique se trouve justement là. S'ils veulent comme leurs prédécesseurs bénéficier finalement de la neutralité relative de la majorité des fonctionnaires, en plus de la garantie de l'emploi, ils doivent faire en sorte que les fonctionnaires arrivent à vivre à peu près normalement, pendant ce temps-là ils se détourneront de la politique comme je l'ai fait moi-même pour les mêmes raisons autrefois, au pire ils voteront PS aux prochaines élections ce qui ne changera rien fondamentalement.

Si maintenant ils prenaient le risque de mécontenter durablement les fonctionnaires, ils pourraient se mettre en grève et bloquer le pays, il ne faut pas oublier qu'ils occupent une place particulière au sein de la structure du pays, il ne faudrait pas qu'ils soient rejoints par le secteur privé, car pour le coup la situation pourrait basculer et devenir incontrôlable. Sarkozy, son gouvernement, l'UMP et ses alliés politiques, les dirigeants pourris des syndicats, tous ils y pensent, ils craignent un tel scénario.

Donc l'objet de ma réponse à ton courriel n'est évidemment pas de tirer sur les fonctionnaires, bon nombre de camarades qui se connectent sur le site sont des fonctionnaires et je pense qu'ils l'ont compris depuis longtemps, mais au contraire de bien cerner dans quelle situation ils sont pour mieux s'adresser à eux, afin

qu'ils réalisent l'unité avec l'ensemble des travailleurs du secteur privé, pour briser la division orchestrée par les bureaucrates syndicaux. Unité contre l'Etat et ses institutions, contre le capitalisme, et non l'unité pour obtenir des miettes pour certains seulement. Il y en a marre que des pans entiers du prolétariat soient considérés comme des parias par bon nombre de militants, à l'instar de l'Etat et ses représentants.

On n'en a pas parlé, mais on pourrait s'interroger sur le fait que les syndicats délaissent systématiquement les travailleurs du privé (les chômeurs et les retraités) au profit des seuls fonctionnaires et des travailleurs des grandes entreprises (chimie, métallurgie, automobile, pharmacie, etc.). Que négocient-ils dans le cadre de la collaboration de classes avec le patronat ? La liquidation des droits dans le secteur privé en priorité où il n'y a pas plus de 5% de syndiqués. La diminution des allocations chômage, les règles instituant davantage de flexibilité dans les conditions de travail, etc., concernent qui ? Le Medef vient de réclamer un nouvel assouplissement de la législation en matière de licenciement économique. Toutes ces mesures pourries, elles concernent qui au juste en priorité ? Pas les fonctionnaires à ce que je sache. Je sais parfaitement aussi que leurs conditions de travail se sont nettement dégradées ces dernières années, mais ils sont encore loin de connaître l'enfer qui règne dans certains secteurs du privé, sans possibilité de s'y opposer la plupart du temps dans le privé.

Mon objectif n'est pas de mettre dos-à-dos travailleurs du privé et du public, mais au contraire de montrer qu'on est dans la même galère sans que pour autant les situations soient exactement les mêmes.

De la même manière qu'il faut refuser toute négociation entreprise par entreprise, il faut absolument refuser de traiter séparément la situation des fonctionnaires et des travailleurs du secteur privé. Que ce soit la question des salaires, de logement, de la santé, de l'instruction, etc. tous les travailleurs sont confrontés à la même situation quelle que soit leur situation, face aux prix exorbitants des loyers, du coût de la vie, des franchises médicales, de la dégradation de l'enseignement public, des hôpitaux, etc., nous sommes tous logés à la même enseigne.

D'ailleurs la seule position correcte est de rompre toute relation avec le gouvernement et le patronat, je n'ai jamais eu d'autres positions, je suis contre toute négociation qui n'est pas le produit de la fin d'une grève ou d'une mobilisation décidée par les travailleurs eux-mêmes. Je suis contre également la politique contractuelle et l'amélioration de la condition ouvrière à l'initiative de l'Etat ou du patronat qui n'a pour objectif que de vouloir neutraliser la lutte des classes, de subordonner le travail au capital pour garantir sa survie.

La difficulté que nous devons affronter aujourd'hui, mais qui n'est pas insurmontable, vient du fait que le mouvement ouvrier a été complètement gangrené par le réformisme bourgeois depuis des lustres, pas seulement pas les sociaux-démocrates et les staliniens, mais aussi par nos amis qui se réclamaient du trotskisme, toi tu viens de la LCR moi de l'OCI, c'était du pareil au même à l'arrivée sur ce plan-là on en a la preuve tous les jours sous le nez.

Que l'on soit fonctionnaire ou travailleur du privé, c'est la nature de classe des rapports sociaux et de l'Etat qu'il faut les aider à comprendre, ce qui ne peut se traduire dans les actes que par un combat intransigeant contre toute forme de collaboration de classes, par un combat syndical et politique classe contre classe, la section des travailleurs du secteur public combattant l'Etat capitaliste pour l'abattre, la section des travailleurs du privé combattant pour l'expropriation des capitalistes, les deux combats ayant comme point commun la nécessité de liquider les institutions pour avancer sur la voie de la liquidation du capitalisme, pour un Etat ouvrier socialiste. C'est uniquement dans cette perspective que doivent être posées les revendications transitoires, et si elles ne sont pas satisfaites par cette voie, cela ne fera que précipiter la fin du capitalisme. N'est-ce pas notre objectif ?

Servir l'Etat, c'est servir une classe, laquelle, etc. ? Voici comment la discussion doit s'engager avec les fonctionnaires selon moi.

Servir un patron, c'est servir une classe, laquelle, etc. ? Voici comment la discussion doit s'engager avec les fonctionnaires selon moi.

En posant ainsi cette question, on voit au premier coup que la réponse est identique, l'unité du prolétariat elle est là, pas besoin de la chercher ailleurs.